

CHARTRE DE PRINCIPES

Adoptée lors de l'assemblée générale spéciale du 12 juin 1996
(Modifiée à la suite des amendements apportés aux règlements généraux le 10 juin 1998)

CHARTRE DE PRINCIPES

PRÉAMBULE

La Corporation de développement communautaire de Laval (CDCL) est un regroupement d'organismes communautaires, qui oeuvrent dans divers champs d'activités sur le territoire lavallois et dont la mission est d'assurer la participation active du mouvement populaire et communautaire au développement socio-économique du milieu. Les membres de la CDCL ont défini ses activités dans les sphères de l'information, de la concertation, de la formation et de la promotion. La CDCL est le porte-parole officiel de ses membres et assume un rôle de défenseur des droits des organismes lorsque ceux-ci lui en confient le mandat.

Les organismes communautaires membres de la CDCL interviennent auprès des personnes en offrant des services diversifiés: accueil, entraide, accompagnement, dépannage, formation, intégration, loisirs spécialisés, ateliers de réflexion, etc.

Le présent document est l'expression d'une vision commune de l'intervention communautaire. Cette charte définit les principes auxquels les membres de la CDCL adhèrent, et les perspectives vers lesquelles ils convergent.

LES MEMBRES

Les membres actifs et les groupes sympathisants de la CDCL sont des organismes à but non-lucratif et sont incorporés en vertu de la 3e partie de la loi des compagnies du Québec. Ce sont des associations volontaires issues de la communauté lavalloise. Les organismes membres de la CDCL cherchent d'abord à répondre aux besoins identifiés par la communauté et favorisent le développement de solutions appropriées aux problèmes sociaux. Chaque organisme définit librement ses orientations, ses approches et ses activités.

VALEURS

Les organismes fondent leur intervention sur la solidarité et la justice sociale. Visant à améliorer les conditions de vie des personnes, ils défendent le droit de toute personne à l'égalité, au respect et à la dignité de même qu'à l'obtention de conditions de vie décentes. Ils optent pour des valeurs d'équité, d'égalité sociale, de coopération, d'ouverture et remettent en question les structures et les mécanismes qui perpétuent l'injustice sociale. Ils visent un changement social pour un mieux vivre des personnes et non une adaptation de celles-ci à la société.

VIE ASSOCIATIVE ET FONCTIONNEMENT DÉMOCRATIQUE

Les organismes privilégient un cadre légal et des structures de fonctionnement démocratique. Ils visent à faire participer leurs membres, les participant.te.s, les travailleurs.euses à la gestion et aux décisions qui les concernent.

Afin de maintenir le caractère libre, volontaire et militant de leurs activités, de favoriser l'implication des citoyens-ennes dans les réponses aux besoins et d'être le reflet de la population qu'ils desservent, les organismes comptent sur l'apport de bénévoles pour réaliser leur mission.

Les groupes favorisent l'accès libre de la population aux démarches qu'ils proposent.

VISION ET APPROCHE GLOBALE

Les organismes proposent une vision globale de la personne et partagent la conviction que les contextes économique, politique, social, culturel et écologique constituent un des déterminants majeurs de l'état de santé et du bien-être des individus.

Les organismes cherchent d'abord à briser l'isolement des personnes, à développer leur autonomie, leur capacité à s'organiser et à favoriser leur insertion sociale. Leurs interventions reposent sur une vision égalitaire des rapports entre les intervenants-tes et les participants-tes et se caractérisent par la disponibilité, la confidentialité et la liberté d'expression.

S'opposant au service vu comme une fin en soi, les organismes favorisent la prévention, l'information, l'entraide, la sensibilisation aux problèmes sociaux et la défense des droits des individus. Pour se faire, ils adoptent une approche globale auprès de personnes avec qui ils travaillent et tiennent compte, dans leurs interventions et leurs pratiques, de l'ensemble des conditions de vie des individus et des groupes d'individus.

AGENT DE CHANGEMENT SOCIAL ET DE DÉFENSE DES DROITS

Les organismes favorisent auprès des individus et des communautés une prise de conscience et une réflexion critique par rapport aux problèmes sociaux.

Ils ont un objectif de lutte à toute forme de discrimination et une volonté commune de faire face aux problèmes de désintégration économique et sociale du milieu: ils poursuivent des objectifs de transformation sociale ayant pour but l'amélioration des conditions de vie des gens, un meilleur partage des pouvoirs, des moyens et de la richesse.

Les organismes communautaires revendiquent le droit d'obtenir les ressources financières, humaines et matérielles nécessaires à l'encadrement, la coordination et la continuité de leurs services. Ils considèrent que l'État doit jouer son rôle de redistributeur de la richesse et qu'il doit assumer ses responsabilités sociales en favorisant, maintenant et développant l'accessibilité aux services et reconnaître l'apport du communautaire.

CONCERTATION ET ACTION COLLECTIVE

Les organismes favorisent la concertation et la reconnaissance mutuelle, et privilégient l'action collective pour défendre les causes communes des organismes. Au-delà des enjeux locaux et régionaux, les organismes membres de la CDCL s'associent au développement du milieu ainsi qu'au mouvement communautaire québécois et à l'ensemble des causes qu'il porte.